

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 40 – du 19 octobre au 26 octobre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : POSSIBLES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, AU LIBAN ET DANS LA RÉGION, DES TENSIONS SÉCURITAIRES EN COURS

**Les conséquences économiques pour le Liban du conflit à Gaza et en Israël demeurent incertaines.** Dans un scénario d'élargissement du conflit au Liban, les implications économiques sont difficiles à prédire car elles dépendent du niveau d'engagement des parties. Il est utile d'analyser le précédent de la guerre de 2006, bien que le contexte ex ante du pays soit très différent ; le Liban est aujourd'hui dans une situation économique très fragilisée, avec des infrastructures déjà très dégradées. Les pertes directes lors de la guerre de 2006 ont été estimées à 3,6 Md\$, dont 1 Md\$ pour le secteur touristique (la guerre s'étant déroulée pendant l'été). Le niveau de destruction d'infrastructures a été quant à lui très élevé, avec un impact négatif sur la croissance potentielle. Presque toutes les infrastructures stratégiques ont été touchées : routes, ponts, ports, aéroport, réseaux de téléphonie, réseaux de distribution d'électricité, réseaux de distribution d'eau et d'irrigation, usines et manufactures.

**Même dans un scénario de statu quo, la conjoncture pourrait connaître une dégradation.** L'économie libanaise est fortement dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements courants. Les importations devraient s'élever à 15 Md\$ pour 2023, sur un PIB inférieur à 20 Md\$. Le conflit pourrait ralentir ou désorganiser les flux commerciaux, qui transitent majoritairement par le port de Beyrouth, et conduire à des pénuries de biens alimentaires et/ou de carburants.

**La situation monétaire et financière est à ce stade relativement stable.** La livre ne s'est que marginalement dépréciée sur le marché parallèle. Le taux de change demeure toutefois fragile et pourrait se détériorer en cas de choc de confiance négatif, occasionnant une demande accrue de dollars. Les transferts internationaux, principale matérialisation de la solidarité de la diaspora à l'égard du Liban, devraient se maintenir. Ils représentent environ 7 Md\$ / an, soit plus de 30% du PIB.

**En revanche, la perception internationale du risque pourrait se traduire par une réduction des flux touristiques au Liban,** qui s'observent en général à Noël et en été. Or, il s'agit de l'un des principaux postes d'entrée de devises du pays (5 Md\$ en 2022, soit presque 25% du PIB). Les autres déterminants de la balance des paiements ne devraient pas être affectés outre-mesure. La perception du risque-pays pour le Liban est déjà très dégradée, le pays est en défaut de paiement et la crise systémique que vit le pays a découragé les financements externes et les investissements privés.

**Ces mêmes risques sont perceptibles dans les autres pays du Proche-Orient, en particulier dans les économies dépendantes du tourisme.** Les fragilités économiques et sociales de la **Jordanie** interrogent sur sa capacité à absorber un nouveau choc exogène. L'économie est fortement dépendante des flux financiers externes (aide internationale, tourisme, transferts de la diaspora, investissements étrangers) et des importations (95% des produits de base). Or le conflit pourrait entraîner un renchérissement du coût de la vie, une baisse du tourisme et une dégradation du risque-pays. En **Égypte**, une baisse du tourisme – source majeure de devises – pourrait également se matérialiser. La situation en **Israël** est particulière, puisqu'une économie de guerre se met en place, ce qui implique : **(i)** un ralentissement économique lié à la diminution de la population active (environ 500 000 personnes, du fait de la conscription et du blocage des travailleurs palestiniens) ; **(ii)** un déficit accru suite à l'adoption d'un budget de guerre ; **(iii)** une hausse du risque-pays ; **(iv)** une restructuration des flux logistiques, en particulier s'agissant des importations d'hydrocarbures (via le port d'Eilat et non plus via le port d'Ashkelon, situé à 6 km de Gaza et désormais fermé). En **Iran**, les conséquences du conflit ne semblent pas de nature à affecter sensiblement le modèle économique du pays (hormis dans l'hypothèse d'une extension régionale du conflit), compte tenu de la déconnexion de l'économie iranienne des circuits financiers classiques et de la réorientation massive de ses échanges vers l'Asie.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**3,6 Mds \$**

**PERTES DIRECTES ESTIMÉES  
LORS DE LA GUERRE DE  
2006 AU LIBAN**

Service Économique Régional de Beyrouth

## ÉGYPTE

### 1. S&P DÉGRADE LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE ET CELLE DES PRINCIPALES BANQUES.

Standards and Poor's (S&P) Global Ratings a été la deuxième agence de notation à abaisser la notation du crédit souverain égyptien ce mois, annonçant le 20 octobre 2023 une dégradation de la note à long terme du pays de B à B- en raison de la pénurie de devises et des incertitudes croissantes pesant sur la soutenabilité de la dette. L'agence de notation a toutefois révisé sa perspective qui est passée de négative à stable en raison de la potentielle mise en œuvre des réformes structurelles par le gouvernement et maintenu la note de crédit souverain de l'Égypte à court terme à B. Dès avril dernier, S&P avait dégradé sa perspective à long terme et Moody's a abaissé la note de crédit de B3 à Caa1 au début du mois d'octobre. Les résultats de l'agence Fitch devraient être publiés le 3 novembre 2023 et une dégradation est attendue par les experts. Par ailleurs, les perspectives de croissance de S&P sont revues à la baisse: la croissance économique ralentirait à 3,5 % sur l'exercice budgétaire en cours, contre 4,0 % estimé pour l'exercice 2022-23, avant de remonter progressivement à 3,8 % pour l'exercice 2024-25. L'agence a par ailleurs dégradé le 24 octobre les notes de crédit des trois principales banques du pays National Bank of Egypt (NBE), Banque du Caire et Commercial International Bank (CIB) en raison de leur forte exposition au risque souverain.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Stable	oct-23
Standards & Poors	B-	Stable	oct-23
Fitch	B	Négative	mai-23

### 2. NOUVEL ACCORD DE CONVERSION DE DETTE AVEC LA CHINE.

Le ministère de la coopération internationale (MoIC) a signé jeudi 19 octobre 2023 un protocole d'accord sur une conversion de dette avec l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA) lors du Forum de la Ceinture et de la Route, a indiqué le ministère dans [un communiqué](#). La déclaration ne divulgue aucun détail, notamment sur la valeur de l'accord. Environ 5 % de la dette publique externe du pays est due à la Chine : l'Égypte devait en effet 8,2 Mds USD à la Chine fin mars 2023, sur un total de 165 Mds USD, selon [les chiffres de la banque centrale égyptienne](#). Deux programmes de conversion de dette sont déjà en cours pour un montant total de 730 M USD : un

programme de 240 M EUR avec l'Allemagne — dont 116 M USD ont été consacrés au pilier énergétique du programme gouvernemental *Nexus for Water, Food and Energy* (NWFE) — et un accord avec l'Italie. Par cet accord de swap, la Chine cherche à renforcer sa présence économique en Égypte, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de l'aviation, du tourisme, des énergies renouvelables et de la santé, a déclaré le président chinois Xi Jinping lors de sa rencontre avec le Premier ministre Madbouli. Les autorités égyptiennes et chinoises ont récemment entamé des négociations pour permettre aux entreprises chinoises d'utiliser le CNY (RMB) pour investir dans des projets locaux, plutôt que le dollar américain. Les entreprises chinoises et égyptiennes ont ainsi signé la semaine dernière [une série d'accords](#) en marge du Forum de la Ceinture et de la Route qui pourraient permettre d'investir jusqu'à 15,5 Mds USD dans des projets énergétiques et manufacturiers en Égypte.

### 3. ACCORD-CADRE AVEC MAERSK POUR L'INVESTISSEMENT DE 3 MDS \$ DANS LA PRODUCTION DE MÉTHANOL VERT.

Le 4 octobre 2023, l'Autorité générale pour la Zone économique du Canal de Suez, le Fonds souverain, l'Autorité pour les énergies renouvelables (NREA) et la Compagnie égyptienne de transmission électrique (EETC) ont signé, en présence du Premier Ministre Madbouli, du Ministre de l'Électricité et des énergies renouvelables et de la Ministre de la Planification et du développement économique, un accord-cadre avec la nouvelle filiale de l'armateur danois Maersk, C2X, portant sur une usine de production de méthanol vert dans la zone économique du Canal de Suez. La première phase de ce projet mobilisera 3 Mds USD d'investissements pour une production annuelle de 300 000 tonnes de carburant vert par an (avec un objectif de porter ce chiffre à 1 Mt en phase finale), destinés à la décarbonation du transport maritime et aux services de soutage pour les navires transitant par le canal. Cet accord-cadre est le dixième signé depuis la COP27 pour la production et l'utilisation d'hydrogène vert et de ses dérivés, l'ammoniac et le méthanol. Ces projets répondent aux ambitions plus globales du pays qui espère devenir un acteur central du secteur et qui a annoncé publier sous peu une Stratégie nationale pour l'hydrogène vert.

## IRAK

### 1. ÉLECTRICITÉ : LANCEMENT DU PROJET DE SMART METERING.

Lors de sa 42<sup>ème</sup> session le 24 octobre, le Conseil des ministres a autorisé le Ministère de l'Électricité à contracter directement avec des entreprises privées pour mettre en œuvre un système de *smart metering* en Irak. Les compteurs devront être installés par des entreprises privées, lesquelles seront également en charge de collecter le montant des factures d'électricité. Des projets pilotes couvrant environ 50 000 habitations devraient être réalisés à Najaf puis répliqués dans les autres gouvernorats, avant que le système ne soit déployé à l'échelle nationale. Ce projet vise à moderniser la distribution de l'électricité en Irak et à en assurer un financement pérenne. En effet, le coût de production de l'électricité est estimé à 14 centimes de dollar par kWh, mais le prix effectivement facturé atteint seulement 3 centimes/kWh.

### 2. PRÉPARATION D'UN PROJET D'EXTRACTION DE GAZ DANS LE GOUVERNORAT DE BASSORA.

Le Ministre du Pétrole a annoncé le 25 octobre la finalisation des documents préparatifs pour un projet d'investissement gazier dans le champ de Nahran Bin Omar, situé dans le Gouvernorat de Bassora (au sud du pays). Le projet sera ensuite soumis au Conseil ministériel de l'Énergie puis au Conseil des ministres pour approbation. Le champ de Nahran Bin Omar permettrait de produire 8,5 M m<sup>3</sup> (300 pieds cubes) de gaz par jour, soit un volume équivalent à la première phase du projet de TotalEnergies visant à valoriser le gaz associé à six champs pétroliers du sud du pays. Le Ministère du Pétrole souhaiterait utiliser un partenariat-public-privé pour structurer ce projet, avec un modèle de « *build-own-operate-transfer* ».

## IRAN

### 1. LE PARLEMENT PRÉVOIT UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE 3 800 000 MDS IRR À LA FIN DE 2023/2024.

Selon le centre de recherche du Majlis (Parlement), au cours des quatre premiers mois de l'exercice en cours (2023/2024) seuls 63% des recettes prévues par le budget auraient été réalisées, décomposées en (i) 85% de réalisation des recettes fiscales, (ii) 34% de réalisation des recettes douanières, (iii) 48% de réalisation des recettes d'exportation d'hydrocarbures et (iv) 38% de réalisation des

revenus de la privatisation. Durant cette période, 77% des dépenses budgétaires auraient été réalisées, décomposées en (i) 28% de réalisation des salaires des fonctionnaires, (ii) 29 % de réalisation des salaires de retraités et (iii) 55% de réalisation des remboursements d'obligations. Le déficit budgétaire pour cette période se serait ainsi élevé à 510 000 Mds IRR dont la moitié aurait été financée par des emprunts auprès du fonds national de développement et l'autre moitié par des emprunts sur le compte des sociétés publiques du Trésor. Les prévisions estiment une réalisation de 80% des recettes budgétaires et un déficit budgétaire de 3,8 M Mds IRR, soit 18% du budget annuel, d'ici la fin de l'exercice.

### 2. LA BANQUE AYANDEH EN SITUATION DIFFICILE.

Selon le centre de recherche du Majlis, au cours de ces dix dernières années, le secteur bancaire – dont la banque Ayandeh est un acteur majeur - a joué un rôle significatif dans l'évolution de la situation économique du pays. Par examen du bilan de la banque à la fin du mois de Khordad (21 juin 2023), le centre de recherche parlementaire indique que (i) le découvert de cette banque auprès de la Banque Centrale se serait élevé à 0,8 M Mds IRR ; (ii) 55% de l'en-cours de créances de la banque auraient été distribués au secteur non étatique – en particulier à des sociétés directement liées à la banque – dont une part de 75% de créances douteuses ; (iii) le taux d'adéquation des fonds propres de la banque présenterait un écart de -140% par rapport au taux défini par la Banque Centrale. Pour mémoire, en vertu d'une décision du Conseil suprême de la monnaie et du crédit en 2021/2022, 60,3% des droits de vote de la banque Ayandeh - officiellement détenus par l'un de ses actionnaires - auraient été délégués au Ministère des Affaires économiques et financières à partir du mois d'août 2023.

### 3. HAUSSE DES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2023/2024.

Selon les chiffres officiels, l'Iran aurait exporté pour 3,6 Md\$ de produits industriels au 1<sup>er</sup> semestre 2023/2024, contre 3,2 Md\$ au 1<sup>er</sup> semestre 2022/2023. Ces produits ne représenteraient que 15 % des exportations non pétrolières de l'Iran. Les principales exportations industrielles sont les polymères, les produits alimentaires, les produits chimiques, le textile et les appareils ménagers. Les principaux pays de destination de ces marchandises seraient l'Irak (44%), l'Afghanistan (9%), le Pakistan (8%), les Émirats arabes unis (6%), la Turquie (5%) et la Russie (4%).

## ISRAËL

### 1. RESTRUCTURATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT.

L'importation du pétrole brut en Israël passe essentiellement par le port d'Ashkelon. Or, ce port situé à 6 Km de Gaza est aujourd'hui fermé. Pour maintenir l'approvisionnement des deux raffineries du pays (100 000 baril/j à Ashdod et 197 000 barils/j à Haïfa), le Ministère de l'Énergie a donc autorisé un doublement de la capacité d'accueil du port d'Eilat, sur la mer Rouge. Elle passera, pour la durée de la guerre plus deux semaines, d'environ 40 000 barils/ j à 80 000 barils/ j (4 millions de tonnes). Le pétrole azéri importé par Israël doit désormais franchir le canal de Suez pour être débarqué à Eilat avant de prendre l'oléoduc de l'Europe Asia Pipeline Company remontant au nord à travers le Néguev.

### 2. HAUSSE DU RENDEMENT DES OBLIGATIONS D'ÉTAT SUR LE LONG TERME.

Le rendement des Bons du Trésor israélien à 10 ans est passé de 4% à 4,4% par an en un mois. Dans le même temps le rendement à court terme des Bons du Trésor a baissé, ce qui dénote une inquiétude pesant sur les performances de l'économie israélienne à long terme. Deux raisons illustrent cela, les prévisions de déficit budgétaire (entre 5 et 8% du PIB en 2024 selon les économistes) et le reclassement en « perspective négative » d'Israël par les agences de notation. La prime de risque pour défaut de paiement d'Israël (*credit default swap*) est à son plus haut niveau depuis dix ans.

### 3. LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION AFFECTE LE SECTEUR DE L'HABILLEMENT.

L'association des distributeurs estime que la baisse massive de la consommation non alimentaire pourrait contraindre la distribution à mettre environ un tiers de ses effectifs en congés sans solde, environ 100 000 employés, à moins que le gouvernement ne compense la baisse d'activité. Le secteur de l'habillement est parmi les plus touchés ; la chaîne de magasins FOX va mettre entre 30 et 50% de ses effectifs en congé sans solde pour un mois. Les salariés de ses services administratifs seront payés à 80% et les cadres dirigeants à 50%.

### 4. LA BANQUE CENTRALE MAINTIEN SON TAUX DIRECTEUR À 4,75%.

Depuis la dernière décision de politique monétaire (le 4 septembre), le shekel a perdu 6,3% de sa valeur contre le dollar US, 4% contre l'euro et 4,8% si on

prend en compte le taux de change effectif nominal. La Banque d'Israël a limité les pertes de change grâce à un programme de swap (15 Mds USD) et de vente de devises (30 Mds USD). À ce stade, elle anticipe en 2024 une augmentation modérée de 5 points de l'endettement public qui passerait de 60% à 65% du PIB.

### 5. SIMPLIFICATION DES RÈGLES COMMERCIALES.

L'obligation d'étiquetage individuel des produits (étiquette de prix et étiquette liée à la santé publique) est suspendue. Cette mesure coûteuse et consommatrice de main d'œuvre n'a plus sa place en période de mobilisation (11% de la main d'œuvre est sous les drapeaux) et d'inflation. Cela facilitera notamment l'écoulement des produits alimentaires importés d'Europe car les normes européennes sont désormais acceptées sur le marché israélien.

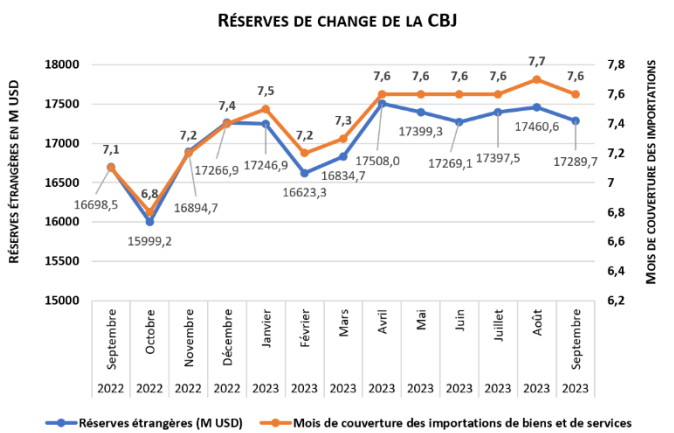
## JORDANIE

### 1. ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS UNE CAMPAGNE DE DONS POUR GAZA.

L'association jordanienne *Jordan Hachemite Charity Organisation* a lancé une large campagne de dons intitulé « pour notre peuple à Gaza ». Le secteur privé s'est fortement mobilisé : on souligne notamment les contributions des banques locales ainsi que des entreprises dans le secteur de l'industrie et du commerce. Carrefour a contribué à hauteur de 100 000 JOD (141 000 USD). Le montant total des dons a atteint environ 12 M JOD (16,9 M USD).

### 2. LÉGÈRE BAISSÉ DES RÉSERVES DE CHANGE FIN SEPTEMBRE 2023.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change restent stables en glissement annuel fin septembre 2023 (+0,13 %) où elles sont évaluées à 17,3 Mds USD. En revanche, elles observent une baisse de 170,9 M USD soit -1 % par rapport à fin août 2023 où elles avaient atteint 17,5 Mds USD. Selon les données de la CBJ, les réserves sont suffisantes pour couvrir 7,6 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 7,7 mois fin août 2023 et 7,4 mois fin décembre 2022).



### 3. AIDES DISTRIBUÉES AUX MÉNAGES VULNÉRABLES.

En septembre 2023, 9 900 ménages vulnérables ont reçu une assistance du ministère du Développement social. Ils ont notamment bénéficié d'aides directes en espèces – *cash assistance* - du *National Aid Fund* (NAF) au titre du programme d'aide financière d'urgence (1 210 ménages bénéficiaires) et de l'allocation mensuelle périodique (512 ménages).

## LIBAN

### 1. AUGMENTATION DE L'INFLATION EN SEPTEMBRE.

Selon l'administration centrale des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint en glissement annuel 209% en septembre 2023. L'augmentation du coût des transports (+176% en g.a. en septembre 2023); des loisirs et divertissements (+162%); de l'eau, du gaz, de l'électricité et des autres combustibles (+148%), ainsi que des télécommunications (+121%) se répercute tout au long des chaînes de valeur et donc sur le prix des biens et services. L'IPC a progressé de 1,4% en septembre 2023 (par rapport au mois d'août), après une augmentation mensuelle de 1% en août.

### 2. CONSÉQUENCES LIÉES À LA NON COUVERTURE DU RISQUE DE GUERRE PAR LES ASSURANCES.

L'Association des compagnies d'assurance du Liban (ACAL) a réaffirmé que certains assureurs locaux ne couvriront plus le risque de guerre dans les nouvelles polices d'assurance, face à la réticence grandissante des réassureurs internationaux. Ces dispositions assurantielles pourraient engendrer une augmentation du coût du transport des marchandises et des denrées importées, mais ne devraient pas mener à une baisse du niveau des importations pour le moment.

Cette évolution a déjà des conséquences concrètes, notamment dans le secteur aérien. Middle East

Airlines (MEA) a réduit de moitié ses vols depuis le 20 octobre car les dommages causés aux avions dans le cadre du conflit ne seraient couverts qu'à hauteur de 20% par son assureur londonien.

## PALESTINE

### 1. GAZA EN CHIFFRES.

Selon un communiqué publié par le *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS), environ 2,2 millions de personnes vivent dans la bande de Gaza sur une superficie de 365 km<sup>2</sup>. La densité de population dans la bande de Gaza s'élève à plus de 6000 habitants par km<sup>2</sup>, soit l'une des zones les plus densément peuplées au monde. Le taux de chômage a dépassé 45 % au cours du premier semestre de 2023. Plus de 50 % des jeunes diplômés sont au chômage. Le revenu palestinien par habitant dans la bande de Gaza équivaut à la moitié du revenu palestinien par habitant en Cisjordanie. Les taux de pauvreté et de malnutrition dépassent 80%. La quantité d'eau par habitant dans la bande de Gaza a atteint environ 80 litres/jour (recommandation OMS 150 litres/jour). De plus, 97 % de l'eau de la bande de Gaza ne répond pas aux normes de l'OMS relatives à l'eau potable. La contribution de la bande de Gaza au PIB Palestinien est passée d'environ 34% pour les années antérieures à 2006 à moins de 18% au premier semestre 2023.

Alors que la part du commerce de la bande de Gaza avait atteint 23% du commerce total des territoires palestiniens avant 2006, sa part a été ramenée en dessous de 12% au premier semestre 2023

### 2. ESTIMATIONS DU PCBS DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE.

Depuis le début de la crise à Gaza le *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS) estime à 3% la baisse du PIB (500 M USD) en 2023 par rapport à 2022. La perte quotidienne de production dans la bande de Gaza est estimée à 16 M USD en raison de l'arrêt de la production pour toutes les activités économiques. Le PCBS estime à 5 % la baisse du revenu par habitant contre une augmentation de 6% au cours du premier semestre 2023. La consommation est en baisse de 1,2 %, entraînant une augmentation du taux de pauvreté en Palestine.

## SYRIE

### 1. PARTICIPATION DE LA SYRIE AUX ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI.

La réintégration de la Syrie au sein des instances régionales et internationales se poursuit. Une délégation syrienne menée par le Ministre des finances Kenan Yaghi s'est rendue à la réunion annuelle de la Banque Mondiale et du FMI à Marrakech du 9 au 15 octobre. Bien que la Banque Mondiale et le FMI aient suspendu toute opération dans le pays depuis 2011, le Ministre des finances a présenté des opportunités de projets de redressement et a plaidé la réintégration de la Syrie dans les rapports d'analyse des deux institutions. Malgré l'absence de nombreux indicateurs, la Banque Mondiale produit depuis l'année dernière des rapports biannuels des impacts du conflit sur l'économie syrienne, ainsi que des évaluations des pertes et dommages liés aux récentes catastrophes naturelles (RDNA).

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR** EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**  
**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**  
**POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)**